

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 21 janvier 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NWJ MET**

31 avenue Bosquet  
75007 Paris

Références : 0003104923/2026/27

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2026 dans l'établissement NWJ MET implanté Lieu dit le domaine de Jousseume 17120 Mortagne-sur-Gironde. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Un incendie s'est déclaré le 19/09/2025 dans l'installation de stockage par batterie implantée à Mortagne-sur-Gironde et exploitée par le groupe NW.

La visite a pour objet de faire le point sur le déroulé de l'incident et des moyens de lutte contre l'incendie de l'installation.

Les installations de type « stockage stationnaire » ne disposent pas d'un arrêté de prescriptions générales. Dans le département de Charente-Maritime un arrêté préfectoral en date du 07/11/2023 encadre cependant ces activités.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NWJ MET
- Lieu dit le domaine de Jousseume 17120 Mortagne-sur-Gironde

- Code AIOT : 0003104923
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NW spécialisée dans le développement et le déploiement de bornes de recharge électrique haute puissance et d'unités de stockage réparti d'électricité exploite sur la commune de Mortagne-sur-Gironde une installation de stockage d'énergie sur batteries lithium-ion d'une puissance de 1 250 kW (JBox version 1).

L'installation a fait l'objet d'une déclaration au titre de la rubrique 2925-2 (ateliers de charge d'accumulateurs électriques ne produisant pas d'hydrogène) de la réglementation des installations classées (ICPE) et dispose d'une preuve de dépôt n° A-9-DA2THO1C7 en date du 15/05/2019. Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 07/11/2023 ne s'appliquent pas à cette installation, ce dernier étant postérieur à la déclaration au titre de la réglementation des installations classées et du dépôt de la demande d'urbanisme.

L'installation est constituée d'un conteneur d'environ 20 m<sup>2</sup> dont les murs sont en béton, comprenant une salle Batteries, une salle Conversion, une salle Transformateur et une salle Poste de livraison.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 16/09/2025, article R512-69	Sans objet
2	Applicabilité de l'arrêté préfectoral départemental	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 1.1	Sans objet
3	Distances d'implantation aux limites du site	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 2.1	Sans objet
4	Accès aux engins des services d'incendie et de secours	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 2.1	Sans objet
5	Accessibilité à l'installation	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 2.2	Sans objet
6	Équipements des enceintes	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 2.3	Sans objet
7	Surveillance exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 3.1	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 4.1	Sans objet
9	Rétention et réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 4.2	Sans objet
10	Prévention des	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	incendies	article 4.4	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a informé par courriel le SDIS le lendemain du départ de l'incendie. En cas d'accident/incident il doit également informer dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées et télédéclarer l'évènement sur le site <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

L'exploitant a procédé à l'analyse de l'évènement et a transmis le rapport d'analyse à l'inspection des installations classées. Il a déterminé les actions correctives à mettre en œuvre pour éviter tout incident similaire.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déclaration d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/09/2025, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'accident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'incendie s'est produit le 16/09/2025. L'exploitant a informé le 17/09/2025 le service départemental de secours et d'incendie (SDIS).</p> <p>À la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis par courriel du 01/10/2025 la fiche de notification d'accident/incident rédigée le 30/09/2025 relative au départ d'incendie dans la partie « local transformateur » de la Jbox. Le paragraphe "Enseignements tirés/ Amélioration de la sécurité" peut être complété par l'information suivante : Absence d'affichage sur la JBox signalant la présence de batteries dans l'installation.</p> <p>Il a également transmis par courriel du 07/01/2026 un rapport présentant notamment l'analyse de l'évènement et les actions correctives mises en œuvre.</p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant complète l'affichage sur site pour informer de la présence de batteries dans l'installation.

En cas d'incident/accident, l'exploitant informe dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées (numéro d'astreinte : 06.67.24.22.40) et procède à la télédéclaration de l'évènement sur le site :

<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la remise en exploitation du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Applicabilité de l'arrêté préfectoral départemental**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 1.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations de charge d'accumulateurs stationnaires d'énergie situées en extérieur, mettant en œuvre des technologies au lithium et soumises à déclaration sous la rubrique n°2925-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations précitées dont la date de dépôt du dossier au titre du Code de l'urbanisme ou du Code de l'environnement est comprise entre la date de signature du présent arrêté et la date de publication de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables à la rubrique n°2925-2 de la nomenclature des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'une preuve de dépôt au titre des ICPE référencée 2019-0287 et datée du 15/05/2019.

Dans sa déclaration au titre de la réglementation ICPE, l'exploitant a déclaré que la mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire et s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps que sa déclaration ICPE.

Par conséquent, les dispositions de l'arrêté préfectoral départemental du 7 novembre 2023 ne sont pas applicables. Néanmoins, l'inspection a vérifié les dispositions relatives à l'implantation, l'accessibilité et aux moyens de lutte contre l'incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Distances d'implantation aux limites du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'implantation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'aire de charge est implantée et maintenue aux distances suivantes des limites du site : <ul style="list-style-type: none"><li>- 7 mètres lorsque chaque enceinte contient moins de 10 000 cellules ou lorsque des essais démontrent l'absence de propagation d'un emballement thermique à l'intérieur de l'enceinte. Les essais réalisés au titre de la norme UL 9540A en vigueur, et démontrant l'absence de propagation d'un emballement thermique, sont réputés répondre à cette exigence ;</li><li>- 12 mètres dans les autres cas.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les limites de site de l'installation de charge ne sont pas matérialisées (absence de clôture). L'exploitant indique que le terrain d'implantation de la JBox est loué (environ 100 m <sup>2</sup> ). Il précise que pour les JBox nouvelle génération (version 2) une bande de 4 m est laissée autour de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Accès aux engins des services d'incendie et de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'implantation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans tous les cas, au moins une face de chaque enceinte est accessible aux engins des services d'incendie et de secours, par une allée de largeur supérieure ou égale à 3 mètres.
<b>Constats :</b>  La JBox est implantée à proximité immédiate de la route et au moins une face de la JBox est accessible aux engins des services d'incendie et de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Accessibilité à l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose d'au moins un accès au moins permettant à tout moment l'intervention du personnel des services d'incendie et de secours. [...] L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert sur demande des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'installation est desservie par la route Dom de Jousseume et n'est pas clôturée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Équipements des enceintes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception des enceintes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque enceinte comprend : 1) des moyens de prévention ou de réduction des risques d'emballement thermique des batteries ainsi qu'une protection contre l'incendie (voir moyens de lutte contre l'incendie) ; 2) des moyens de prévention ou de réduction des effets de surpression dimensionnés de sorte à ce que la pression à l'intérieur de l'enceinte ne dépasse pas la pression de rupture. Ces systèmes comprennent par exemple des événements de surpression ou des trappes d'explosion, ou tout autre moyen de prévention ou réduction des effets de surpression ; 3) un système de ventilation approprié, permettant d'évacuer, le cas échéant, les gaz générés par les batteries en cas d'incident. Ce système assure un débit minimal de 8,5 litres d'air par minute et par kilogramme de cellule.
<b>Constats :</b>  L'enceinte de la JBox est en béton (structure classée M0 - incombustible d'après la notice JBox transmise par l'exploitant) et dispose de moyens de prévention et de protection contre l'incendie (cf point de contrôle n° 8). L'exploitant indique que l'installation ne dispose pas de système de ventilation et que les gaz sont confinés, sauf en cas de surpression (ouverture de l'événement de surpression situé sur la façade Nord).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Surveillance exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le cas d'un site avec surveillance à distance, une personne compétente, formée et autorisée à la mise en œuvre des dispositifs de refroidissement et d'extinction, est présente sur le site dans un délai inférieur à une heure après le déclenchement d'une alarme de détection d'incendie.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que l'installation est pilotée à distance. En cas de déclenchement de la détection incendie, l'alarme est reportée vers le prestataire Nidec, également en charge de la maintenance, qui doit informer le service départemental de secours et d'incendie (SDIS).  Le jour de l'incendie, un tiers a alerté le SDIS qui, une fois sur place, a appelé le numéro d'urgence affiché sur la JBox permettant de contacter la société NIDEC en charge de la maintenance. D'après le rapport d'analyse transmis par l'exploitant, le capteur du local PCS s'est déclenché à 17h09. Les deux détecteurs incendies de la salle batteries se sont également déclenchés (probablement du fait du passage des fumées entre les différentes salles par des trous observés dans la paroi de la salle Batteries) et le gaz d'inertage a été projeté dans la salle batteries. Après échange téléphonique entre les pompiers sur place et la société Nidec à 18h, un technicien a été présent sur site à 19h14.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant procède au rebouchage des trous dans les parois des salles avant la remise en service de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque enceinte dispose : a) de capteurs de détection de fumées et de capteurs de température.[...] b) de dispositifs d'alerte sonores et visuels. [...] c) d'un système permettant de prévenir, ou lorsque ce n'est pas possible de limiter, la propagation des effets d'un emballement thermique d'une batterie aux autres batteries de l'enceinte.[...] e) d'un système d'extinction automatique contre le risque de feu électrique.[...] h) Les installations se trouvant à moins de 70 mètres d'un ouvrage ou d'une construction sont desservies par un appareil d'incendie (bouche, poteaux, etc.), d'un réseau public ou privé, situé à moins de 100 mètres de celle-ci et garantissant un débit minimal de 60 m <sup>3</sup> /h sous une pression minimale d'un bar durant au moins deux heures, ou à défaut une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> [...]



**Constats :**

La JBox (version 1.0) est équipée des différents équipements suivants :

- détecteurs de fumées et détecteurs de température,
- une alarme visuelle sur la façade Sud de la JBox (visible depuis la route),
- un système de refroidissement en circuit fermé (réserve d'eau de 1500 L située dans le soubassement sous le local batterie),
- un système d'extinction par gaz neutre (SINORIX 1230 NOVEC). L'exploitant précise que la dernière vérification annuelle du système d'extinction a été réalisée en mars 2025.

D'après la base de données du SDIS, le poteau incendie le plus proche est situé à environ 500 m de l'installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Rétention et réseau de collecte**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention et réseau de collecte

**Prescription contrôlée :**

Chaque enceinte dispose d'un siphon d'évacuation des eaux de refroidissement. Les enceintes ne font pas office de rétention des eaux de refroidissement.

[...]

Le cas échéant, des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre.

**Constats :**

Le site ne dispose pas de système de rétention des eaux d'extinction. L'exploitant précise que le système de refroidissement est en circuit fermé et qu'il n'est pas recommandé d'arroser la JBox en cas d'incident (cf notice incendie JBox).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Prévention des incendies**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 4.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des incendies

**Prescription contrôlée :**

Du fait des risques d'incendie, les abords immédiats et l'aire de charge sont débroussaillés et débarrassés de toute matière combustible (herbes sèches, etc.) et les produits utilisés pour ces opérations sont de nature telle qu'ils ne peuvent provoquer des réactions dangereuses avec les matières ou équipements présents sur l'aire de charge.

**Constats :**

L'exploitant indique que l'entretien des abords de l'installation est effectué deux fois par an par la société Nidec, en charge de la maintenance du site.

Le jour de la visite, une végétation buissonnante et arbustive est à proximité immédiate de la façade Nord de la JBox (côté où se trouve la porte du local transformateur). À noter que la JBox est implantée en bordure d'un massif boisé.

L'inspection a sensibilisé l'exploitant à la nécessité de veiller au correct débroussaillage des abords immédiats de l'aire de charge.

L'exploitant a précisé par courriel du 14/01/26 qu'un élagage du site est prévu lors de la remise en état du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fait procéder au débroussaillage du site avant la remise en exploitation du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite